

2T14 Lettre aux actionnaires

Chers actionnaires,

Le deuxième trimestre 2014 a été une période de progrès substantiels pour le Credit Suisse. Nous avons réglé notre plus importante et plus longue affaire de litige hérité du passé, avons enregistré une très bonne dynamique dans nos affaires avec nos clients et avons progressé dans la liquidation de notre portefeuille non stratégique. Nous avons conservé une base de capital et un ratio d'endettement robustes malgré l'impact du règlement de l'affaire transfrontière américaine. Et nous demeurons sur la bonne voie pour atteindre nos objectifs de réduction des coûts.

Nos résultats déclarés pour le deuxième trimestre et pour le premier semestre 2014 ont été impactés par le règlement définitif de toutes nos affaires transfrontières américaines en cours. En raison de la charge annoncée précédemment de 1,6 milliard de francs liée au règlement des litiges, nous avons déclaré une perte nette de 700 millions de francs pour le trimestre et un bénéfice net de 159 millions de francs pour le premier semestre 2014.

Comme beaucoup d'entre vous le savent déjà, nous avons introduit l'an dernier le concept de «résultats stratégiques» afin de vous fournir une représentation plus exacte de la performance de nos activités clés, en excluant l'impact des opérations dont nous avons décidé de nous retirer et d'autres positions et éléments non stratégiques. Les résultats de ces unités non stratégiques sont présentés chaque trimestre en tant que «résultats non stratégiques». Nous estimons qu'il est utile à nos investisseurs de connaître la performance de nos affaires en excluant l'impact des unités non stratégiques, qui pèse sur les résultats.

Au deuxième trimestre, nos activités stratégiques affichent un bénéfice net de 1282 millions de francs et un rendement des fonds propres de 13%. Ces bons résultats stratégiques démontrent la robustesse de notre modèle commercial malgré le faible volume des activités de négoce des clients dans certains domaines, qui a pesé tant sur Private Banking & Wealth Management que sur Investment Banking.

Progrès dans nos deux divisions

Les résultats déclarés de Private Banking & Wealth Management ont subi l'impact substantiel de la charge liée au règlement des litiges. Les activités stratégiques de Private Banking & Wealth Management ont généré un bénéfice avant impôts de 882 millions de francs et le rendement du capital est resté élevé, à 28%.

Nous avons continué à améliorer l'efficacité de nos activités stratégiques, avec des charges d'exploitation en baisse de 8% par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier. Cette diminution des dépenses a contribué à atténuer l'impact sur nos marges du niveau plus élevé d'actifs sous gestion, du faible volume de l'activité liée aux transactions et de la persistance de l'environnement de taux



Urs Rohner, président du Conseil d'administration (à gauche),
Brady W. Dougan, Chief Executive Officer.

d'intérêt bas. Nous avons pu maintenir la marge nette de Wealth Management Clients à 28 points de base, tandis que notre marge brute a reculé de 5 points à 99 points de base.

Nous avons généré de très bons afflux nets de nouveaux capitaux de 11,8 milliards de francs durant le trimestre à partir de nos activités stratégiques, en raison de la croissance dans les régions Asia-Pacific et Suisse. Nous avons réalisé un taux de croissance annualisé des nouveaux capitaux nets de 4% dans nos activités stratégiques, malgré des sorties de capitaux de 2,9 milliards de francs dans les activités transfrontières en Europe de l'Ouest. Si l'on inclut les activités non stratégiques, les sorties de capitaux totales ont été de 4,1 milliards de francs. Ces sorties sont dues à nos mesures proactives pour régulariser notre base d'actifs en Europe de l'Ouest. Nous considérons cette démarche de régularisation comme un processus nécessaire dans le cadre de la profonde transformation de la branche bancaire transfrontière en cours à l'échelle mondiale. Nous avons aussi progressé dans nos initiatives de crédit pour les clients Ultra-High Net Worth au deuxième trimestre, notamment dans la région Asia-Pacific.

Investment Banking a enregistré de bons résultats au deuxième trimestre, reflétant une très bonne activité d'origination, la poursuite de la dynamique dans certaines de nos activités liées aux titres à revenu fixe et l'efficacité accrue en termes de capital. Nous avons généré un bénéfice avant impôts de 1034 millions de francs pour nos activités stratégiques et un rendement du capital de 18%, ce qui témoigne de la stabilité de nos opérations

stratégiques. La très bonne performance des affaires d'émission et de certaines activités liées aux titres à revenu fixe a été partiellement neutralisée par des conditions de négoce moins favorables en matière d'actions et par la faiblesse persistante dans les produits global macro.

Nous avons encore accru l'efficience en termes de capital d'Investment Banking depuis le dernier trimestre, et nous attendons à ce que la restructuration de nos affaires macro induise de nouvelles réductions de l'utilisation du capital, de l'endettement et des coûts. Dans le cadre de cette restructuration, nous annonçons notre sortie du négoce des matières premières afin de réallouer des ressources à des activités plus rentables.

Progrès dans l'exécution de notre stratégie afin de soutenir le versement de rendements en espèces à nos actionnaires

Au premier semestre, nous avons continué à optimiser l'allocation des ressources afin de développer nos activités à haut rendement, notamment à Private Banking & Wealth Management. Parallèlement, nous avons progressé dans la liquidation de positions de nos unités non stratégiques et dans le règlement de litiges hérités du passé.

Nous sommes en avance sur notre calendrier concernant la liquidation de positions et de pertes de nos unités non stratégiques. Nous avons réduit les actifs pondérés en fonction des risques de 6 milliards de dollars ainsi que notre exposition à l'endettement de 3 milliards de dollars dans l'unité non stratégique d'Investment Banking au cours du trimestre.

Le règlement de toutes les affaires transfrontières américaines en cours et l'accord avec la Federal Housing Finance Agency (FHFA) en mars ont mis un terme aux plus importantes affaires de litiges en cours pour le Credit Suisse. Nous tenons à réaffirmer que nous regrettons profondément les manquements passés qui ont conduit au règlement avec les autorités américaines et que nous en assumons l'entière responsabilité. La confiance

et le soutien indéfectibles de nos clients nous ont permis d'atténuer l'impact de ces règlements sur nos activités. Nous tenons à remercier tous nos collaborateurs pour leur contribution pendant la résolution de ces affaires et pour leur engagement de tous les instants auprès des clients. C'est grâce à leur professionnalisme que nos clients continuent à considérer le Credit Suisse comme leur partenaire.

Nous mettons en œuvre les mesures de capital annoncées en mai et nous nous attendons à ce que celles-ci atténuent pleinement l'impact du règlement de l'affaire transfrontière américaine sur notre capitalisation. A la fin du deuxième trimestre, notre Look-through CET1 ratio était de 9,5%, contre 9,3% à la fin du premier trimestre si la charge liée au règlement avait été prise en compte à ce moment-là. Nous demeurons sur la bonne voie pour améliorer notre Look-through CET1 ratio à plus de 10% d'ici à la fin de l'année, ce qui inclut la poursuite de la constitution d'une charge de dividende en espèces pour 2014. Une fois ces 10% atteints, et tandis que nous continuons à accroître notre capital pour atteindre notre cible de 11% à long terme, nous prévoyons de restituer environ la moitié de nos bénéfices à nos actionnaires à travers les distributions annuelles.

Chers actionnaires, chers clients, nous vous remercions pour la confiance que vous placez dans le Credit Suisse.

Avec nos meilleures salutations

Urs Rohner

Brady W. Dougan

Juillet 2014

Bâle III est mis en œuvre en Suisse depuis le 1^{er} janvier 2013, en même temps que la législation suisse «Too big to fail» et les réglementations afférentes. Nos données correspondantes sont conformes à notre interprétation actuelle de ces exigences, y compris les hypothèses qui y sont associées. Les chiffres pourraient différer de ceux présentés dans ce document si des changements intervenaient dans l'interprétation de ces exigences en Suisse ou dans l'une ou l'autre de nos hypothèses ou estimations.

Sauf mention contraire, les montants relatifs au ratio d'endettement, à l'exposition à l'endettement et aux fonds propres totaux mentionnés ici sont basés sur le cadre actuel de la FINMA. Le Swiss leverage ratio est calculé comme fonds propres totaux, divisés par une exposition à l'endettement moyenne sur trois mois, qui est constituée des actifs portés au bilan, des expositions hors bilan (garanties et engagements) et d'ajustements réglementaires, y compris des annulations de compensation relatives à des garanties en espèces et des ajouts en relation avec des dérivés.

Toutes les données relatives aux réductions des coûts par rapport aux dépenses totales annualisées du premier semestre 2011 sont mesurées à taux de change constants et ne tiennent pas compte des coûts de réaligement, d'autres frais importants ni des dépenses de rémunération variable. Pour de plus amples informations sur ces mesures, se référer aux pages de présentation des résultats du 2T14.

Pour de plus amples informations sur les résultats de base, voir «Results overview» dans «II – Operating and financial review – Core Results» dans notre rapport annuel 2013.

Indicateurs clés

	au / fin				variation en %	au / fin			variation en %
	2T14	1T14	2T13	sur 1T14	sur 2T13	6M14	6M13	sur 6M13	
Credit Suisse (en mio. CHF, sauf mention contraire)									
Bénéfice/(pertes) net distribuable aux actionnaires	(700)	859	1 045	–	–	159	2 348	(93)	
dont part provenant des activités poursuivies	(691)	844	1 054	–	–	153	2 351	(93)	
Bénéfice de base/(pertes) par action des activités poursuivies (en CHF)	(0.45)	0.47	0.55	–	–	0.05	1.31	(96)	
Bénéfice dilué/(pertes) par action des activités poursuivies (en CHF)	(0.45)	0.47	0.53	–	–	0.05	1.28	(96)	
Rendement des fonds propres distribuable aux actionnaires (en %)	(6,7)	8,0	10,1	–	–	0,8	12,0	–	
Taux d'imposition effectif (en %)	(88,7)	31,2	28,7	–	–	60,8	27,6	120	
Résultats de base (en mio. CHF, sauf mention contraire)									
Produits nets	6 433	6 469	6 830	(1)	(6)	12 902	13 848	(7)	
Provisions pour pertes sur crédit	18	34	51	(47)	(65)	52	73	(29)	
Charges d'exploitation totales	6 785	5 035	5 239	35	30	11 820	10 430	13	
Bénéfice/(pertes) provenant des activités poursuivies avant impôts	(370)	1 400	1 540	–	–	1 030	3 345	(69)	
Rapport coûts/revenus (en %)	105,5	77,8	76,7	–	–	91,6	75,3	–	
Marge avant impôts sur le bénéfice (en %)	(5,8)	21,6	22,5	–	–	8,0	24,2	–	
Résultats stratégiques (en mio. CHF, sauf mention contraire)									
Produits nets	6 324	6 553	6 795	(3)	(7)	12 877	13 813	(7)	
Résultat des activités poursuivies, avant impôts	1 767	1 940	2 087	(9)	(15)	3 707	4 294	(14)	
Rapport coûts/revenus (en %)	71,7	70,1	68,9	–	–	70,9	68,6	–	
Rendement des fonds propres – résultats stratégiques (en %)	12,9	13,9	15,0	–	–	13,4	16,7	–	
Résultats non stratégiques (en mio. CHF)									
Produits nets	109	(84)	35	–	211	25	35	(29)	
Pertes provenant des activités poursuivies avant impôts	(2 137)	(540)	(547)	296	291	(2 677)	(949)	182	
Actifs gérés et nouveaux capitaux nets (en mrd CHF)									
Actifs gérés des activités poursuivies	1 319,6	1 281,1	1 245,4	3,0	6,0	1 319,6	1 245,4	6,0	
Nouveaux capitaux nets des activités poursuivies	10,7	14,7	8,7	(27,2)	23,0	25,4	23,1	10,0	
Extrait du bilan (en mio. CHF)									
Total du bilan	891 580	878 090	919 903	2	(3)	891 580	919 903	(3)	
Prêts nets	254 532	250 659	246 186	2	3	254 532	246 186	3	
Total des fonds propres	40 944	43 230	42 402	(5)	(3)	40 944	42 402	(3)	
Fonds propres réels des actionnaires	32 716	35 046	33 611	(7)	(3)	32 716	33 611	(3)	
Statistiques relatives au capital et au taux d'endettement réglementaires selon Bâle III									
Actifs pondérés en fonction des risques (en mio. CHF)	285 421	285 996	–	0	–	285 421	–	–	
Ratio CET1 (%)	13,8	14,3	–	–	–	13,8	–	–	
Look-through CET1 ratio (en %)	9,5	10,0	–	–	–	9,5	–	–	
Swiss leverage ratio (en %)	4,8	4,8	–	–	–	4,8	–	–	
Look-through Swiss leverage ratio (en %)	3,7	3,7	–	–	–	3,7	–	–	
Informations relatives à l'action									
Actions en circulation (en mio.)	1 600,0	1 587,2	1 592,0	1	1	1 600,0	1 592,0	1	
dont part provenant des actions émises	1 607,2	1 596,1	1 594,3	1	1	1 607,2	1 594,3	1	
dont part provenant des propres actions	(7,2)	(8,9)	(2,3)	(19)	213	(7,2)	(2,3)	213	
Valeur comptable par action (en CHF)	25.59	27.24	26.63	(6)	(4)	25.59	26.63	(4)	
Valeur comptable corporelle de l'action (en CHF)	20.45	22.08	21.11	(7)	(3)	20.45	21.11	(3)	
Capitalisation boursière (en mio. CHF)	40 758	45 633	39 937	(11)	2	40 758	39 937	2	
Effectif du personnel (converti en postes à plein temps)									
Effectif du personnel	45 100	45 600	46 300	(1)	(3)	45 100	46 300	(3)	

Calendrier financier et contacts

Calendrier financier

Résultats du troisième trimestre 2014 Jeudi 23 octobre 2014

Investor Relations

Téléphone +41 44 333 71 49
E-mail investor.relations@credit-suisse.com
Internet www.credit-suisse.com/investors

Media Relations

Téléphone +41 844 33 88 44
E-mail media.relations@credit-suisse.com
Internet www.credit-suisse.com/news

Informations complémentaires

Résultats et autres rapports www.credit-suisse.com/results
Versions imprimées Credit Suisse AG
Dept. HKG 1
Case postale
8070 Zurich
Suisse

Registre des actions américain et agent de transfert

Dépositaire ADS Deutsche Bank
Trust Company Americas
Adresse American Stock Transfer & Trust Co.
Operations Center
6201 15th Avenue
Brooklyn, NY 11219
Etats-Unis
Téléphone Etats-Unis et Canada +1 800 937 5449
Téléphone autres pays +1 718 921 8124
E-mail DB@amstock.com

Registre des actions suisse et agent de transfert

Adresse Credit Suisse Group AG
Share Register RXS
8070 Zurich
Suisse
Téléphone +41 44 332 26 60
E-mail robert.rohner@credit-suisse.com

Déclaration de mise en garde concernant les informations prospectives

La présente lettre contient des informations prospectives. En outre, nous-mêmes et des tiers en notre nom pourrions faire ultérieurement des déclarations prospectives. De telles déclarations pourraient notamment inclure, sans limitation, des informations quant aux points suivants:

- nos projets, objectifs ou buts;
- notre performance économique future ou nos perspectives;
- l'incidence potentielle de certains événements sur notre performance future; et
- des hypothèses sous-jacentes à ces informations.

Des termes tels que «estimer», «anticiper», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «prévoir» ou d'autres termes analogues indiquent le caractère prospectif de certaines informations; toutefois, il existe d'autres moyens de mettre en évidence ce caractère. Nous ne prévoyons pas de mettre à jour lesdites informations prospectives, sauf si les prescriptions légales relatives aux titres l'exigent.

Les informations prospectives recèlent, de par leur nature, des incertitudes et des risques généraux ou particuliers; en outre, les prédictions, prévisions, projections ou autres types de formulations contenues, explicitement ou implicitement, dans des informations prospectives peuvent ne pas se réaliser. Nous vous mettons en garde contre le fait qu'un certain nombre de facteurs importants pourraient conduire à des résultats s'écartant en substance des projets, objectifs, attentes, estimations et intentions formulés dans le cadre de telles informations. Ces facteurs incluent:

- l'aptitude à maintenir une liquidité suffisante et à accéder aux marchés des capitaux;
- les fluctuations du marché et des taux d'intérêt ainsi que les niveaux des taux d'intérêt;
- la conjoncture économique mondiale en général et celle, en particulier, des pays dans lesquels nous effectuons nos opérations, notamment le risque de la poursuite d'une reprise lente ou d'une baisse de l'économie américaine ou d'autres pays développés en 2014 et au-delà;
- l'impact direct et indirect de la poursuite de la détérioration ou d'une reprise lente des marchés immobiliers résidentiels et commerciaux;
- des décisions défavorables en termes de rating de la part des agences de notation de crédit concernant des émetteurs souverains, des produits structurés de crédit ou d'autres engagements dans des crédits;
- la capacité à réaliser nos objectifs stratégiques, notamment en termes d'accroissement de la performance, de réduction des risques, de baisse des coûts et d'utilisation plus efficace du capital;

- la capacité de nos contreparties à honorer leurs engagements envers nous;
- les effets de politiques budgétaires, fiscales, monétaires, commerciales et de leur modification, ainsi que ceux des fluctuations de change;
- les événements politiques et sociaux, y compris les guerres, troubles civils ou activités terroristes;
- le risque de contrôle des changes, d'expropriation, de nationalisation ou de confiscation d'actifs dans des pays dans lesquels nous effectuons nos opérations;
- des facteurs opérationnels tels que la défaillance de systèmes, l'erreur humaine ou l'incapacité de mettre en œuvre correctement des procédures;
- les actions entreprises par des organismes de régulation à l'égard de nos activités et pratiques professionnelles dans un ou plusieurs pays où nous effectuons nos opérations;
- les effets dus aux changements de législation, de règlements ou de normes ou pratiques comptables;
- la concurrence dans des zones géographiques ou des domaines d'activité dans lesquels nous effectuons nos opérations;
- la possibilité de recruter et de retenir du personnel qualifié;
- la capacité de préserver notre réputation et de promouvoir notre marque;
- l'aptitude à augmenter notre part de marché et à maîtriser les dépenses;
- les mutations technologiques;
- le développement opportun de nos produits et services et leur acceptation par les utilisateurs, ainsi que la valeur globale que ceux-ci reconnaissent à ces produits et services;
- les acquisitions, y compris l'aptitude à réussir l'intégration des entités acquises, et les cessions, y compris l'aptitude à vendre des actifs secondaires;
- le règlement de litiges en notre défaveur et l'issue d'autres événements analogues;
- l'aptitude à atteindre nos objectifs de réduction des coûts et nos objectifs de coûts; et
- notre réussite dans la gestion des risques inhérents aux éléments précités.

Nous vous mettons en garde contre le fait que la liste des facteurs importants ci-dessus n'est pas exhaustive. Lors de toute évaluation d'informations prospectives, nous vous conseillons d'examiner avec attention non seulement les facteurs précités et les autres incertitudes ou événements, mais également les informations présentées dans notre rapport annuel 2013 (en anglais) au point «Risk factors» – sous «I – Information on the company».